

Publication du projet de rÃ"lement sur les ouvrages municipaux dâ€™assainissement des eaux usÃ©es

Dossier de la rÃ©daction de H2o
July 2013

Le

ministre du DÃ©veloppement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, Yves-FranÃ§ois Blanchet, a annoncÃ© la publication Ã la gazette officielle du QuÃ©bec du projet de rÃ"lement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usÃ©es, aux fins d'une consultation publique. "Ce rÃ"lement va nous permettre de continuer Ã amÃ©liorer la santÃ© de nos cours d'eau. Ces prÃ©cieuses sources d'eau potable abritent Ã©galement des Ã©cosystÃmes qu'il faut protÃ©ger. La nouvelle phase d'assainissement des eaux usÃ©es municipales permettra, Ã terme, de rendre aux quÃ©becois plusieurs usages du fleuve et de nos cours d'eau, tels que la baignade et la pÃ¢che", a soulignÃ© le ministre blanchet.

Le contexte

- Le projet de rÃ"lement soumis Ã la consultation s'inscrit dans les objectifs de la politique nationale de l'eau et fait suite aux rÃ©centes recommandations du commissaire au dÃ©veloppement durable. Il permettra de complÃ©ter le programme d'assainissement des eaux usÃ©es municipales et de rÃ©aliser d'importants travaux de mise Ã niveau des installations d'Ã©puration existantes sur l'ensemble du territoire quÃ©becois.

Le projet de rÃ"lement -

Le projet de rÃ"lement permet d'introduire de nouvelles normes de performance applicables dans toutes les municipalitÃ©s quÃ©becoises, et qui seront au moins Ã©quivalentes Ã celles Ã©noncÃ©es dans la stratÃ©gie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usÃ©es municipales. Ainsi, les stations d'Ã©puration existantes qui ne respectent pas ces normes devront se conformer Ã la rÃ©glementation d'ici 2020, 2030 ou 2040, selon le niveau de risque qu'elles reprÃ©sentent pour l'environnement. La stratÃ©gie adoptÃ©e prÃ©voit Ã©galement des exigences pour le contrÃle des dÃ©bordements d'eaux usÃ©es brutes et exige la production de plans pour la rÃ©duction de ces dÃ©bordements. Bien qu'il souscrive aux objectifs poursuivis par cette stratÃ©gie, le QuÃ©bec n'a pas officiellement adhÃ©rÃ© Ã celle-ci parce qu'il n'a pas obtenu, Ã ce jour, les garanties demandÃ©es au gouvernement fÃ©dÃ©ral Ã l'Ã©gard du respect de ses compÃ©tences et d'une contribution fÃ©dÃ©rale adÃ©quate aux investissements qui seront requis. Par ce geste, le QuÃ©bec dÃ©montre sa volontÃ© d'exercer pleinement ses compÃ©tences en ce domaine et d'Ãªtre soustrait de l'application du rÃ"lement sur les effluents des systÃmes d'assainissement Ã©dictÃ© par le gouvernement fÃ©dÃ©ral le 29 juin 2012. Ã€ cette fin, une entente intergouvernementale devra Ãªtre conclue de maniÃ“re Ã ce que la rÃ©glementation quÃ©becoise soit la seule Ã s'appliquer au QuÃ©bec.

Le projet de rÃ"lement Ã©tablit de nouvelles normes de rejet et interdit les dÃ©bordements d'eaux usÃ©es non traitÃ©es par temps sec. Les installations d'Ã©puration actuelles seront graduellement amÃ©liorÃ©es et de nouvelles seront construites afin de

pouvoir respecter ces nouvelles normes. Le projet de règlement prévoit en outre que le ministère du développement durable, de l'environnement, de la faune et des parcs délivrera des attestations d'assainissement municipales qui viendront préciser les exigences particulières à respecter selon la vulnérabilité du milieu receiteur, en plus de celles qui sont comprises dans le règlement. Ces attestations, renouvelables aux cinq ans, permettront d'ajuster ces exigences, au besoin, selon l'évolution de la situation et des connaissances. Mentionnons que le projet de règlement précise aussi les qualifications professionnelles que devront désormais posséder les opérateurs de stations d'épuration municipales. Par ailleurs, en vertu de la nouvelle position ministérielle sur l'application des normes de débordement des réseaux d'égout municipaux, il est important de noter qu'à partir du 1er avril 2014, aucun projet d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements d'égouts unitaires, domestiques ou pseudo domestiques ne sera autorisé. Cette procédure s'appliquera aussi à toute augmentation de débit dans le réseau d'égout résultant du développement d'un secteur ou de l'implantation, de l'agrandissement ou de l'augmentation de la production d'une industrie. Cette règle ne s'appliquera toutefois pas aux projets dont le débit moyen est inférieur à 10 m³/jour, si le réseau d'égout existant respecte ses exigences de débordement.

Les investissements à l'horizon 2040 - II en contexte
 environ 3 milliards de dollars pour amener tous les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées au niveau des normes de performance prévues. Par ailleurs, les coûts pour rendre les débordements d'eaux usées non traitées à un niveau permettant la pleine récupération des usages pourraient atteindre jusqu'à 6 milliards de dollars. Il est attendu que le gouvernement fédéral assume une part significative du financement requis à long terme pour procéder à ces investissements.

La consultation publique aura lieu du 15 mai au 13 juillet 2013. Le projet de règlement, les modalités relatives à la consultation publique, de même que la position ministérielle sur l'application des normes de débordement des réseaux d'égout municipaux sont disponibles sur le site web du ministère.

Environnement Québec - 13-05-2013